

Octobre 2008

Le Conservatisme doux et l'effondrement du centre

Werner A. Perger

La transformation du paysage européen des partis politiques est due à la fois à une perte parfois brutale de confiance dans les partis du centre et à un afflux d'électeurs vers les partis populistes à la droite et à la gauche de l'échiquier politique. Du fait de ces changements, la gauche sociale-démocrate et réformatrice est tout particulièrement confrontée à des problèmes d'une ampleur jusqu'ici inconnue.

La plupart des partis de centre droit a rompu avec son passé néolibéral récent et renoue avec des traditions plus anciennes d'Etat social. Le modèle de ce revirement programmatique est la transformation de l'ancien parti travailliste britannique sous Tony Blair. Changer de cap de façon aussi radicale passe pour être la clé du succès en terme de communication. Dans le camp conservateur, le revirement analogue consiste à accepter l'Etat social actif et la responsabilité écologique. Suivant le style des leaders politiques, ces changements peuvent s'accompagner d'une grande campagne de communication offensive ou au contraire se faire par petites étapes et « à pas feutrés ». Les exemples les plus frappants sont le « *compassionate conservatism* » des conservateurs britanniques et le changement de ligne politique des « *Moderaterna* » suédois.

La Social-démocratie européenne va devoir regagner la confiance de son électorat traditionnel sans remettre en jeu le respect acquis en tant que force réformatrice. Dans ce « grand écart », les concessions populistes sont aussi inutiles que l'entêtement à justifier les réformes. Il faut avant tout savoir faire son autocritique et reconnaître ses négligences et ses erreurs. Pour préserver ou restaurer sa capacité à gouverner, un parti doit être proche des citoyens, compétent, intègre, authentique, professionnel et présenter des candidats réunissant ces qualités.

Solidarité, environnement et compassion : des valeurs conservatrices

Quand on regarde le paysage politique européen, l'élément le plus nouveau – même si ce n'est plus une nouvelle toute récente – est que les partis traditionnels chrétiens-démocrates et conservateurs qui se déclaraient il y a peu encore néo-libéraux

ont adopté un nouveau profil et affirment défendre les intérêts des salariés. Bon nombre de ces partis politiques qui se disaient attachés, au cours de ces dernières décennies, à une politique économique régie par le marché, à des valeurs morales et à un certain sens de l'ordre traditionnels ainsi qu'à un antisocialisme catégorique, se présentent aujourd'hui comme des partis des classes moyennes, proches des citoyens, compassionnels et bienveillants. Ce nouveau *branding* résulte en toute logique de l'analyse des résultats de sondages d'opinion, de

l'analyse des résultats électoraux et de réflexions de marketing : les partis ont bien compris que, dans les pays industrialisés, l'opinion publique a changé au fil de la mondialisation. Les produits socioculturels et politiques du néo-libéralisme – individualisation et réalisation de soi, affranchissement des réglementations et hostilité vis-à-vis de l'état – ne convainquent plus et ne font plus figure de modèles. La non-intervention des gouvernements d'orientation néo-libérale – du centre gauche au centre droit – est de plus en plus ressentie aujourd'hui comme une preuve de faiblesse, comme une fuite face aux responsabilités politiques, y compris dans des milieux traditionnellement conservateurs. Quand le Président allemand, Horst Köhler, déclare sans ambages que les marchés financiers sont devenus des « monstres incontrôlables » et qu'il demande que l'on corrige leur impact négatif par des réglementations internationales, il dit tout autre chose – et cela devrait nous donner à réfléchir – que son prédécesseur Roman Herzog, qui réclamait en son temps un « sursaut d'énergie ».

Ces propos de Köhler, lors d'une interview à la mi-mai 2008, sont révélateurs du changement d'opinion qui est en train de s'opérer, tout comme le fait que les sociaux-démocrates et les syndicalistes ne sont plus les seuls à critiquer les salaires exorbitants et les parachutes dorés accordés aux chefs d'entreprise quels que soient leurs résultats.

Ainsi, il y a quelques années de cela, un homme comme Wim Kok, chef de gouvernement des Pays-Bas, social-démocrate, ancien leader syndical, l'un de ceux qui avaient su sortir le pays de la « maladie hollandaise », était encore l'une des rares personnes à oser critiquer publiquement la démesure des chefs de grandes entreprises dans son pays (des salaires qui n'avaient « rien d'hollandais », disait-il). Entre temps, en Europe, de nombreux porte-parole conservateurs en charge des affaires économiques n'hésitent plus à critiquer publiquement l'enrichissement des PDG de grands groupes internationaux et à mettre en regard les inégalités sociales. Et un homme politique qui veut remporter des élections ne se risque plus à évoquer la sempiternelle et incontournable loi de l'offre et de la demande pour justifier l'échelle des salaires. La solidarité et la compassion ne sont plus seulement les principes d'une politique attachée aux valeurs traditionnelles. Elles sont (re)devenues les valeurs fondamentales de nombreux hommes politiques conservateurs, tout comme la durabilité et la protection de l'environnement. C'est ainsi que dans le contexte actuel des nouveaux déséquilibres économiques, de

l'inégalité croissante et de la menace accrue liée au changement climatique mondial, on assiste à la réhabilitation du célèbre « capitalisme rhénan » (Michel Albert) qui insiste en douceur sur la valeur partenariale (*stakeholder value*) au-delà de la valeur actionnariale (*shareholder value*).

Les conséquences politiques sont considérables :

L'état se resserre sur la gauche social-démocrate. Elle se sent à l'étroit, voire menacée existentiellement. Depuis les années 90, des populistes de gauche et de droite ont commencé à détourner à leur compte une partie de l'électorat traditionnel des partis réformateurs continentaux du centre gauche, de la Grèce à la Suède. Ces nouveaux mouvements politiques se présentaient comme de « nouveaux partis des salariés », tous mobilisaient les électeurs sur le thème de la migration et ils contestaient, par ailleurs, massivement la politique d'assainissement de leurs gouvernements qui, tenus par les traités européens, devaient respecter les critères de stabilité de Maastricht. Ces populistes ont remporté épisodiquement des succès considérables dans des fiefs traditionnels de la social-démocratie (en particulier les populistes de droite en Autriche et aux Pays-Bas où il s'agissait aussi bien de la droite xénophobe que des ex-maoïstes anticapitalistes). Mais entre temps, les sociaux-démocrates se font critiquer également par les ex-néo-conservateurs qui leur reprochent d'être antisociaux, technocratiques, éloignés des préoccupations des citoyens et les débordent ainsi sur la gauche, du moins en parole (Rhénanie du Nord-Westphalie, Bavière, Pays-Bas, Suède). Ou alors, ils se font attaquer par leurs anciens concurrents du centre droit directement sur ce qui était jusqu'ici leur position traditionnelle de défense de l'Etat social et ils se voient contester sur leur propre territoire leur capacité à défendre les acquis. Les conservateurs néosociaux se disent favorables à l'Etat providence, tout en déclarant – comme d'ailleurs les sociaux-démocrates – qu'il a besoin d'être réformé et, en arguant de leur image incontestée de parti du monde de l'économie, ils se disent mieux à même de conduire les nécessaires réformes du « modèle européen » que les partis de gauche. Alors qu'ils étaient jusqu'ici handicapés par leur image de parti des entreprises, ils en ont fait une vertu. Une stratégie qui s'est avérée payante, par exemple en Suède.

2. Mais ces nouveaux post-conservateurs inquiètent également les gardiens de

l'idéologie des droites démocratiques du monde entier. Quand leurs partis et leurs candidats modifient leur ligne politique, ils y voient le risque d'un affaiblissement ou même d'un abandon des positions traditionnelles. Et partout on parle de « social-démocratisation », chez les *Tories* au Royaume-Uni, mais aussi chez les *Moderaterna* avant l'élection en Suède, à la CDU en Allemagne et également en Espagne depuis les élections, dans la lutte pour prendre la tête du parti populaire. Et même aux Etats-Unis, pendant les primaires des Républicains, John McCain a été accusé par des commentateurs d'extrême-droite d'être « *liberal* » au sens américain du terme – c'est-à-dire d'être de gauche sans l'avouer (évidemment, ces critiques se sont tues maintenant que l'on se rapproche de la date de l'élection présidentielle).

3. Le danger le plus important nous est signalé par des politologues et des analystes électoraux de renom, quelle que soit leur position personnelle. Les partis démocratiques de droite ayant glissé à gauche et les partis démocratiques de gauche ayant glissé à droite, ils craignent que les électeurs n'aient encore plus de mal qu'ils n'en avaient déjà à distinguer les uns des autres les partis populaires traditionnels. Ils redoutent que ne se crée ainsi une sorte de parti virtuel du centre et que les concurrents ne se distinguent quasiment plus les uns des autres par leurs programmes mais tout au plus par le visage de leurs candidats. Cela ne ferait qu'accroître le désintérêt et l'apathie des citoyens et renforcerait encore une tendance à l'abstention que l'on observe déjà de manière générale. Et compte tenu du système proportionnel, ce seraient probablement les partis populistes qui en profiteraient. Et cela conduirait en définitive à un affaiblissement de la démocratie elle-même. Au terme – provisoire - de ce processus, on se retrouverait dans une « *post-démocratie* », telle que l'a décrite Colin Crouch, spécialiste britannique de sciences politiques. Il s'agit d'un système d'Etat démocratique par la forme, dans lequel les candidats mettent en oeuvre les stratégies les plus modernes en psychologie et en communication pour se parer de toutes les qualités et dénigrer l'adversaire (« *negative campaigning* »), une technique utilisée en 2008 par les démocrates américains au cours des primaires. Les profils des uns et des autres étant très proches, les candidats tentent de l'emporter auprès des électeurs en mettant l'accent sur de petites différences liées à des thèmes religieux, culturels ou ethniques (migration, homosexualité, criminalité) dont ils gonflent l'importance au point qu'après les élections les problèmes qui existaient

réellement auparavant sont devenus encore plus difficiles à résoudre. On est tenté de vérifier la réalité de ces visions apocalyptiques en examinant le cas de l'Italie et effectivement : La Ligue du Nord nationale populiste a joué à la fois de ses slogans xénophobes et chauvins et d'un travail sur le terrain, à l'écoute des problèmes des citoyens (ce qui était autrefois la force de la gauche) et elle a ainsi eu du succès auprès des électeurs et assuré la majorité à Berlusconi. Cela correspond tout à fait au scénario inquiétant de la post-démocratie et d'une nouvelle tendance européenne à l'autoritarisme que Paolo Flores d'Arcais (philosophe italien et directeur de revue) appelle une « forme de poutinisme occidental ».

Virage à gauche à pas feutrés...

Les nouveaux conservateurs considèrent que de tels scénarios ne sont pas fondés et relèvent de l'hystérie. Ils ne partagent pas ces inquiétudes. Ils considèrent au contraire que leur démarche ravive la démocratie. Selon leur calcul, en se redéfinissant par un changement de programme, ils augmentent leurs chances de l'emporter dans des élections et ainsi une alternance semble de nouveau à portée de main. Les électeurs indécis pourront plus aisément que jamais changer d'avis. Sauter le pas devrait être plus facile grâce à cette nouvelle proximité. Car un candidat qui promet de ne rien changer sur le principe mais d'améliorer globalement beaucoup de choses, diminue les peurs face au grand chambardement et facilite l'acceptation d'un petit changement. C'est cette recette qui a permis en 1998 à Gerhard Schröder, alors candidat à la chancellerie en Allemagne, de remporter les élections. C'est ce même modèle qui a permis à Frederik Reinfeldt de remporter les élections en Suède en 2006. Et dès 1996 en Espagne, José Maria Aznar, le chef du parti conservateur, l'avait emporté en promettant aux électeurs, qui en avaient assez de 14 ans de gouvernement socialiste, une continuité de la politique sociale qui avait calmé leurs appréhensions face à une alternance. Enfin, David Cameron qui est à la tête du parti conservateur britannique depuis la dernière défaite électorale des Tories en 2005 (et qui n'est député que depuis 2001) compte bien, avec une tactique similaire, avoir ses chances contre Gordon Brown et ses espoirs ne sont pas dénués de tout fondement, comme on le sait depuis les dernières élections communales en Grande-Bretagne en avril 2008. Et cela fait même déjà longtemps que les ex-néofascistes italiens d'Alliance nationale (qui sont aujourd'hui dans le parti du Peuple de

la Liberté de Berlusconi) travaillent à minimiser la grande différence, sans pour autant contrevenir à la stratégie de confrontation prônée par Berlusconi. Leur candidat, un ancien casseur d'extrême droite bien connu, s'est présenté aux municipales à Rome sous un profil de conservateur de droite sublimé, critique de la mondialisation et soucieux de l'environnement – tout comme son Président, Fini – et a remporté les élections.

Les partisans d'un contenu programmatique légèrement modifié, présenté dans un design totalement nouveau, ne craignent pas de souffrir d'une perte de profil sur la scène politique. Mais ils n'ont pas non plus de remords par rapport à leurs principes politiques du fait des changements de cap qu'ils imposent à leurs partis. Ils considèrent ces évolutions programmatiques comme indispensables, essentiellement pour des raisons de stratégie électorale, et dans le meilleur des cas, ils adhèrent également à leur contenu. Et ainsi, face aux critiques internes, les conseillers de Cameron soutiennent mordicus qu'il est tout aussi important pour une société moderne de se reconnaître activement en faveur de l'Etat social, d'accepter que l'Etat joue un rôle plus important dans la politique économique et sociale, d'avoir une politique sociale pour les faibles et les plus démunis, de s'attaquer avec assurance au sujet de l'immigration venue des autres continents et peut-être même d'être plus ouvert sur tous les modes relationnels possibles (« mariage homosexuel ») que de défendre des valeurs morales traditionnelles, d'avoir des finances stables, une armée forte et des mesures pour accroître la sécurité intérieure. Et dans le même temps, ils assurent aux sceptiques dans leurs propres rangs qu'ils ne changent rien que l'ordre des priorités, mais qu'ils n'opèrent en aucune façon un « virage à gauche ». Il ne s'agit, selon eux, que de prendre en compte de nouvelles nécessités dans un monde qui change à grande vitesse.

Mais ce débat n'a pas partout lieu publiquement. On prend congé d'une vision du monde dépassée et de ses modes d'emploi désormais inutilisables soit avec un effet d'annonce – pour attirer toute l'attention souhaitée –, soit avec pragmatisme, sous forme de compromis au sein d'une coalition, avec de petites adaptations, pas à pas. Deux exemples incarnent cette différence de méthode : l'approche très ostentatoire des britanniques et des scandinaves et la méthode avec laquelle les leaders de la CDU au gouvernement à Berlin ont changé de voie sans avoir l'air d'y toucher. Des changements sans grand discours : des « révolutions silencieuses » pour reprendre l'expression par laquelle Warnfried Dettling, conseiller politique

des chrétiens-démocrates, jadis membre du petit think tank de Heiner Geissler à la Maison Konrad Adenauer de Bonn, décrit la manière dont l'Allemagne s'est transformée sous la houlette discrète de la chancellerie d'Angela Merkel. Que l'on songe seulement, écrivait-il dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, « au changement de paradigme dans la politique de la famille, au ton nouveau sur la politique d'intégration, et à l'importance accrue accordée à la politique de l'environnement et de lutte contre le changement climatique ».

Dettling prend-il ses désirs pour des réalités ? Ses attentes et ses espérances se retrouvent peut-être dans son analyse. Mais il a raison de voir ce processus comme « un changement politique à pas feutrés ». Et il peut dans cette mesure comparer la politique d'Angela Merkel avec le travail de modernisation de David Cameron, même si le Britannique, lui, ne craint pas la publicité.

Mais Dettling, qui travaille aujourd'hui comme conseiller politique entre autres pour Jürgen Rüttgers à Düsseldorf, voit bien également que le mouvement conservateur qui se modernise prend des risques considérables à la gauche du SPD. Les réformes permettront-elles « non seulement de liquider les structures rigides, les conventions et les ressentiments mais aussi de créer un nouveau rapport entre des valeurs citoyennes bien comprises, le ressenti de la population et les possibilités et les risques de notre époque » ? C'est de cela que dépendra, selon lui, le succès ou l'échec.

C'est placer, en ce qui concerne la CDU, la barre très haut. « Le ressenti de la population, les possibilités et les risques de notre époque, les valeurs citoyennes » ? Un terrain difficile, les sociaux-démocrates en ont déjà fait l'expérience lors des confrontations internes autour de l'Agenda 2010. Les leaders de la CDU veulent-ils eux aussi risquer une attaque frontale contre les habitudes et les certitudes idéologiques de leur propre parti ? Cette politique de réforme à pas feutrés peut sembler raffinée alors qu'elle n'est en fait qu'habile. Elle n'est en tout cas pas fondée sur une décision stratégique. Ce n'est certes pas un nouveau *branding*, mais ce n'est surtout pas un changement de politique stratégiquement préparé et conjugué avec une information et une discussion. Il n'y a pas eu de révolution d'en haut, elle n'avait d'ailleurs jamais été envisagée ou jugée nécessaire. La chancelière n'a pas encore offert au public allemand – ou devrait-on dire qu'elle a épargné à son parti ? – un discours comme celui que Gerhard Schröder avait prononcé le 14 mars 2003 au Bundestag pour présenter l'Agenda 2010 et qui avait entraîné les bouleversements que l'on sait au SPD.

Mais bien qu'elle évite de donner elle-même des consignes sur la ligne politique et de faire des commentaires sur les signaux de virage à gauche venus du parti, la Présidente de la CDU n'échappe malgré tout pas totalement à la fronde. Il y a bien sûr déjà eu un fonctionnaire de la CDU représentant les PME-PMI pour parler de « social-démocratie ». Des représentants des organisations patronales expriment des ressentiments qui vont dans le même sens. Et Wulf Schönbohm, l'ancien soixante-huitard de la CDU, le frère du Ministre de l'Intérieur de Potsdam, qui fut comme Dettling membre de cet atelier de réforme contestataire de la Maison Konrad Adenauer sous Geissler, a reproché, entre autres choses, à la Présidente de la CDU d'être devenue, en souscrivant à la « politique de la femme » de sa Ministre, Ursula von der Leyen, « l'exécutante aveugle du centre gauche ».

Mais ces interpellations n'ont jamais été perçues comme un véritable défi par la présidente du parti. L'Union Chrétienne Démocrate a déjà traversé des passes plus difficiles. On a déjà accusé de « virage à gauche » et de « social-démocratisation » la CDU de Geissler en son temps et avec plus de force et de violence et à plus juste titre du point de vue des gardiens de la tradition. Le légendaire congrès des femmes de la CDU de 1987, qui a fait connaître Rita Süßmuth comme avocate de la cause des femmes, a davantage retenu l'attention sur le plan politique que tous les congrès du parti de l'ère post-Kohl, à l'exception du bizarre autodafé néolibéral de Leipzig en 2003 où l'on a mis au bûcher idéologique l'Etat social et ses partisans de « l'aile gauche ». Mais la CDU de Merkel s'en souvient sans doute aussi peu aujourd'hui que l'église catholique se souvient de l'Inquisition.

Pour ce qui est de garder la tête froide, le pragmatisme conservateur de la CDU d'Angela Merkel, qui opère comme en passant de petites corrections de cours à gauche, fonctionne très bien. Il n'y a pas de grand coup de barre à gauche ou à droite, avec tous les remous que cela entraîne. Sur la question des retraites, la chancelière n'a pas soutenu le populisme social de Jürgen Rüttgers, le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie qui s'attaquait pourtant à un problème réel, la peur très répandue de vieillir dans la pauvreté. Elle ne s'y est opposée qu'après un long silence. (Petite digression : Une fois encore ce sont les sociaux-démocrates qui ont aussitôt donné dans le panneau et qui ont critiqué Rüttgers sur le fond. Leitmotiv : Dès qu'un chrétien-démocrate prend la défense des petites gens et des plus démunis, il se fait aussitôt critiquer par les

tenants de la Realpolitik au SPD et pendant ce temps, la chancelière ne dit mot.)

En revanche, Angela Merkel a couvert la campagne populiste de droite de Roland Koch, le ministre-président de la Hesse, lors de l'élection du Landtag en 2008, tout en veillant à ne pas faire sienne cette campagne, c'est-à-dire à ne pas se salir les mains. Même sur sa droite, Angela Merkel veille à ne se mouvoir qu'à pas feutrés.

... ou en fanfare

Ailleurs, le changement de design ne se fait pas en silence, mais au contraire en fanfare. Par exemple au Royaume-Uni, chez les Tories. Ils n'ont certes rien d'une association de révolutionnaires de métier. Et pourtant, c'est bien une petite révolution culturelle qui est en cours chez les conservateurs britanniques depuis quelque temps. Le changement de programme, annoncé par David Cameron, le chef des Tories, se fait au vu et au su de tous.

L'ouverture et le débat sur la place publique font partie de l'idée même et l'attention du public est une composante du projet. La contestation en fait également partie. Ces conservateurs réformateurs britanniques suivent en fait un principe de base du monde de l'entreprise dont certains sont d'ailleurs issus : Ce qui compte, c'est le succès. « Ce qui marche » (*what works*), telle est la catégorie essentielle du pragmatisme et c'est pour cela que gouvernements et partis d'opposition trouvent aujourd'hui leur inspiration auprès d'autres qui ont réussi dans des situations comparables. Et l'on fait donc faire des études sur le principe courant dans le monde des affaires du *benchmarking* et des comparaisons de *best-practice*. Tout ce qui marche est copié, parfois après un achat en bonne et due forme, parfois simplement imité et piraté quelle qu'en soit la source, y compris de gauche. Dans notre économie mondialisée, le piratage de produits est un thème récurrent et il en va de même dans le monde politique qui connaît de moins en moins de frontières. Et là, la protection des brevets n'existe pas.

On ne se contente pas de comparer les systèmes de santé, le fonctionnement de la privatisation ou du partenariat public-privé ou l'efficacité des différents systèmes scolaires. On étudie également comment se remportent les élections : Soit sur le plan technique et alors on importe en général des consultants américains, soit sur le plan stratégique et dans ce cas, on cherche des analogies et des modèles.

L'analogie, c'était le nouveau Labour, le modèle Tony Blair. En 1994, lorsque Tony

Blair a pris la tête du parti travailliste à 41 ans, il était bien conscient qu'il ne serait pas possible dans un avenir proche de remporter les élections avec un parti travailliste traditionnel contre un parti conservateur en position dominante depuis la victoire électorale de Margaret Thatcher en 1979. Pas même contre un John Major, successeur falot de Margaret Thatcher.

Et Tony Blair a donc parié sur un abandon programmatique de certains éléments, une pensée nouvelle, il s'est détourné de l'idéologie et quant aux syndicats et à leur influence dans le parti, il a choisi de desserrer les liens et de s'en libérer. Il a ouvert le parti vers le centre politique – même s'il n'était pas très bien défini – l'a ainsi fait glisser par la force des choses à droite et lui a donné une allure plus moderne et un nom plus chic : *New Labour*. Le « nouveau » parti était dès lors plus intéressant que les *Tories* d'autant que, entre temps, ceux-ci semblaient – et du reste étaient – désuets, usés et épuisés. Ce « Nouveau Labour » de Blair, « au-delà de la gauche et de la droite » (Anthony Giddens), est devenu aussi bien le cauchemar de la gauche travailliste que des *Tories*. Les uns perdaient des postes et de l'influence, les autres, une élection. Puis, encore une autre et encore une autre. En matière de victoire électorale, la recette de Blair était infaillible :

- Une adaptation qui se donne des airs de révolution
- Un changement de cap qui permet au moins temporairement une alliance avec le capital, avec ceux qui avaient été jusqu'ici des adversaires
- Un progrès qui aide à changer la situation et qui renforce son propre pouvoir.

Adaptation, changement de cap et progrès – c'était la nouvelle formule magique en politique pour gagner. Dès lors, le *benchmarking* signifiait (même pour les adversaires politiques) se comparer à Blair et au *New Labour*. Le nouveau chef des *Tories*, le jeune David Cameron, ancien étudiant d'Eton et diplômé d'Oxford, a étudié le mélange moderne, créé par les Blairistes, de rhétorique radicale, de politique conservatrice, d'accompagnement continu par des think tanks et de manipulation de l'opinion par des spécialistes de la communication. Et il a donné comme consigne de battre le Labour avec ses propres armes. Il a enjoint au parti de moderniser son look et infléchir la ligne politique est devenu son mot d'ordre et son logo. Et comme les rénovateurs ont besoin d'une philosophie, il a importé des Etats-Unis le concept de « compassionate conservatism » : « un conservatisme moderne et compassionnel est ce qu'il faut à notre époque et à notre pays ».

« It's the society stupid ! »

L'expression a été employée pour la première fois dans le contexte de la première campagne électorale de George W. Bush en 2000. Après une courte réflexion, Cameron, ses conseillers et ses *spin-doctors* ont jugé que le risque de contamination n'était pas un problème. La différence entre Bush et eux ne pouvait, selon eux, être plus grande. Et on peut tout expliquer, même ça. Chez les *Tories* de Cameron, le « conservatisme compassionnel » est une nouvelle philosophie d'identification à l'autre » et en particulier aux faibles. « Elle permet une nouvelle forme de réflexion sur la société » qui pourrait servir de base à une « politique fraîche et dynamique », selon la description qu'en donne Jesse Norman, un des penseurs proches de Cameron, dans une brochure du think tank conservateur *Policy Exchange* : le *conservatisme compassionnel* comme « nouvelle vision politique ».

Cette vision n'est aucunement paternaliste, elle ne relève pas non plus du pur individualisme économique. Et surtout : « elle est totalement différente du conservatisme de Georges W. Bush ». C'est une affirmation forte. Tony Blair, lui, en tant que premier ministre ne se serait jamais distancié de façon aussi abrupte de la pensée d'un Georges W. Bush. Il cherche aujourd'hui encore à rester proche de ses compagnons de guerre en Irak, alors que Gordon Brown s'efforce de détourner l'attention des Britanniques de ce sujet.

Au niveau rhétorique, les nouveaux maîtres de l'ancien parti conservateur, formés dans des instituts d'élite, sont entrés directement dans le vif du sujet. David Cameron (Eton, Oxford) a dénoncé à la première occasion le dogme de la dame de fer, Margaret Thatcher qui affirmait que la société n'existe pas (« There is no such thing as society »). Dès le début de son mandat, il proclame, comme Luther affichait ses 95 thèses à Wittenberg, « la société existe et il ne faut pas la confondre avec l'Etat. Et Jesse Norman, le spin-doctor des *Tories*, a utilisé dans son livre explicatif de la nouvelle philosophie de Cameron une variante du célèbre slogan de la campagne de Clinton de 1992 (« C'est l'économie, imbécile ! ») comme titre de chapitre : « It's the society, stupid ! ». Cameron promettait que les nouveaux *Tories* viendraient en aide aux victimes de l'incompétence de l'Etat. Ils veilleraient à ce que la justice sociale règne et que des possibilités économiques existent pour tous. Et ils aideraient les individus et les communautés afin qu'ils puissent profiter de ces possibilités. Il appelait cela « *Empowering people and communities* », dans le plus pur style *New Labour*, et de même la déclaration programmatique des nouveaux *Tories*

proposait un modèle de société qui reposait sur « la confiance, la responsabilité et l'*inclusiveness* ». Personne ne devait être exclu.

Des paroles d'or. Qui pourrait objecter quelque chose à cela ? Bien sûr, dans le nouveau concept de société des Tories, il y a également l'idée que les gens, une fois « empowered » devraient aussi être capables de s'aider eux-mêmes et ne devraient pas tout attendre de l'Etat. Mais le *New Labour* dirait exactement la même chose, toute la politique de la « troisième voie », sortie du think tank de Tony Blair, vise une émancipation et une responsabilisation croissante. Et si, en tant que gouvernement réformateur, ils avaient imposé à l'Etat de nouvelles tâches et de nouvelles fonctions de contrôle – car il faut bien contrôler le succès des réformes – ce n'était là qu'un effet secondaire non intentionnel. Mais l'*inclusiveness* si importante aujourd'hui pour les Tories, n'en reste pas moins un concept clé du parti travailliste de Gordon Brown. Ainsi le slogan de la conférence organisée à Londres au début du mois d'avril par *Policy Network*, le think tank du *New Labour* sur la gouvernance progressive était-il : « an inclusive globalisation ».

Les nouveaux modérés remplacent les anciens sociaux-démocrates

Autres champions du *benchmarking* progressiste : Frederik Reinfeldt, l'actuel premier ministre suédois, et ses « nouveaux modérés ». Le président du parti conservateur suédois travaille depuis déjà assez longtemps à la nouvelle image et à la nouvelle identité de son parti. A l'époque du président Carl Bildt, qui est aujourd'hui ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Reinfeldt, et dans les décennies précédentes, les Modérés étaient un parti classique qui représentait les intérêts du monde de l'économie et entretenait des liens étroits avec les chefs d'entreprise suédois, un parti néo-libéral qui s'opposait ouvertement au système suédois de forte imposition fiscale et d'Etat-providence et qui était convaincu que les puissants syndicats suédois étaient une plaie pour le pays. En Suède, ce sont toujours les sociaux-démocrates qui ont été au pouvoir, les modérés n'ayant gouverné que pendant deux courts intermèdes, le dernier de 1991 à 1994, avec Carl Bildt comme premier ministre. Et les Suédois ne pouvaient pas imaginer qu'il puisse en être autrement, les modérés non plus d'ailleurs, sans parler des sociaux-démocrates. Depuis son élection à la tête du parti, Frederik Reinfeldt a toujours dit ouvertement que l'image que les conservateurs suédois

donnaient d'eux-mêmes – néolibérale sur le plan économique et très conservatrice sur le plan culturel – était inadaptée à l'époque et qu'elle était la cause des échecs électoraux répétés. Les preuves empiriques étaient suffisamment nombreuses et il se les était faites confirmer par des experts en sciences sociales. Dans un entretien avant l'élection du Riksdag de 2006, Reinfeldt a fait part de ses réflexions sur les défaites successives de son parti : « Il faut nous demander si la critique que nous faisons de la société suédoise est fondée » Et peut-on la faire comprendre à la population ?

A l'époque, Reinfeldt ainsi que son conseiller et idéologue en chef Anders Borg, l'actuel ministre des finances et les quelques ex-néolibéraux en charge de la réforme du parti, ne pouvaient que répondre par la négative à ces deux questions. Les citoyens ne s'intéressaient pas aux critiques contre les taux d'imposition élevés, l'Etat-providence et la puissance des syndicats, pour autant que ces taux d'imposition élevés finançaient des prestations sociales adéquates et que les syndicats leur garantissaient une sécurité suffisante en cas de difficultés économiques, voire de chômage. Les Suédois sont attachés à leur Etat-providence. Le conservatisme, le libéralisme ou leur ancrage dans le monde des banques, des assurances et de l'export n'étaient donc pas des armes de poids dans la course au pouvoir dans un pays qui était psychologiquement et culturellement social-démocrate. Ce n'était pas avec cela que l'on pouvait espérer changer stratégiquement l'équilibre des forces en Suède. Selon l'analyse et le conseil des stratèges, les Modérés devaient, pour opérer une percée politique, non seulement réaliser l'union des partis de centre-droit mais surtout s'intéresser aux salariés suédois. Selon eux, le parti devrait s'ouvrir aux besoins et aux revendications de cette masse d'électeurs au centre de la société suédoise dont on ne savait qu'une chose avec certitude : son cœur bat du côté de la social-démocratie, elle vote social-démocrate, elle ne veut pas fondamentalement d'une autre politique, mais maintenant elle veut d'autres visages, au moins un autre chef de gouvernement, et un parti gouvernemental qui soit moins arrogant et moins sûr de son pouvoir. Quand l'alternance pourrait-elle se produire si ce n'est maintenant ?

Pour y parvenir, les conservateurs devaient simplement parvenir à dissiper les craintes des Suédois face au changement. Ils devaient accepter de ne pas toucher aux vaches sacrées de citoyens habitués à la prospérité, c'est-à-dire aux syndicats, à l'Etat social, à la tradition de prise en charge de l'Etat-providence suédois. Il leur fallait faire passer

clairement le message : un gouvernement conservateur ne détruirait pas le « modèle suédois » mais y apporterait quelques modifications ici ou là. Dans l'entretien avant l'élection, Reinfeldt déclarait : « nous sommes le nouveau parti des travailleurs. »

Et la petite phrase est aussitôt devenue un slogan électoral. Le parti a été relooké selon la méthode Blair, les « modérés » sont devenus les « nouveaux modérés ». Et, même s'il avait besoin d'être réformé, l'Etat social était désormais en dehors du débat électoral. Il faisait partie de l'identité suédoise au même titre que les myrtilles et la *Absolut Vodka*. Frederik Reinfeldt voulait gagner les élections. Il y est arrivé.

Les bons et les méchants – le monde réarpené

Mais Reinfeldt n'avait pas toujours eu ce point de vue sur l'Etat social. Au début des années 90, lorsqu'il était un jeune modéré, il avait des idées radicalement différentes. A l'époque, la société de l'Etat-providence suédois lui semblait d'un autre monde, un rassemblement de créatures pitoyables, mentalement sous contrôle, endoctrinées dans la foi que les responsables politiques pouvaient garantir le bien-être. Il avait même consacré, en 1993, un livre entier à ce sujet auquel il avait donné un titre frappant : « Le peuple endormi ».

Mais le passé est le passé et le néolibéralisme des années 90 est un péché de jeunesse, tout comme le marxisme l'a été pour ceux qui se sont convertis à la social-démocratie. Le siècle nouveau a besoin de réponses différentes, la référence (*benchmark*) est encore et toujours le virage pris par Tony Blair. Mais les premiers à réussir, en imitant ce modèle, ont été les conservateurs suédois avec leur *conservatisme compassionnel* social.

Les « nouveaux modérés » veulent être mis le moins possible en rapport avec l'original américain. Mais ils ne veulent pas non plus être confondus avec les Britanniques. Sans vouloir manquer de respect à Cameron, l'un des stratèges de Reinfeldt, le secrétaire général du parti, Per Schlingmann, déclare aujourd'hui dans un entretien : « nous ne sommes pas aussi idéologiques ». Selon lui, son parti est plus pragmatique que celui des Tories, sans parler des Républicains de Bush. « Nous nous intéressons davantage à la réalité dans laquelle vivent nos électeurs. » Toujours selon le secrétaire général du parti, c'en est fini de l'ancienne répartition des rôles : autrefois, les sociaux-démocrates étaient toujours « les bons », leur politique économique n'était pas toujours très efficace, mais ils étaient toujours à l'écoute et engagés lorsqu'il s'agissait du

bien-être des citoyens. « Nous, par contre, nous étions toujours les 'vaillants', les experts sur toutes les questions d'économie et de commerce, mais nous n'avions aucune empathie avec les gens, nous étions 'les méchants', qui voulaient démanteler l'Etat social. » Et en Suède, on ne votait pas pour ces Suédois-là.

Mais pour l'heure, les choses ont changé, comme on l'a vu lors de l'élection. Le secrétaire général du parti affirme que même en tant que « nouveaux modérés », les conservateurs n'en restent pas moins « le parti de la liberté individuelle », mais qu'on se souciait maintenant aussi des attentes des électeurs, qu'on cherchait le contact et qu'on était à leur écoute. Résultat : « Les électeurs nous considèrent aujourd'hui comme plus sensibles, plus émotionnels qu'auparavant. » Maintenant, les « bons » peuvent aussi être de droite. Et les sociaux-démocrates ont un problème.

Et les « Nya Moderaterna » aimeraient que ça dure. Le conservatisme modéré à la scandinave est pour ses inventeurs une mission qui s'inscrit dans la durée. Jusqu'à l'élection de 2010, toujours selon Schlingmann, le premier ministre consacra une journée par semaine à la visite d'une institution sociale en Suède. Les autres ministres devront eux aussi se déployer sur le terrain de l'Etat social, se montrer, faire preuve de sensibilité, « être à l'écoute ». Tout ce que les sociaux-démocrates n'ont pas su faire récemment. L'élection de 2010 est déjà le principal objectif de l'alliance des partis de centre droit en Suède. Obtenir un deuxième mandat serait une percée et un troisième mandat serait un couronnement pour le « conservatisme modéré » suédois et marquerait la fin d'un siècle de social-démocratie en Suède.

Tout dépendra de la perception qu'auront les électeurs de ce changement : l'accepteront-ils comme authentique et honnête ou verront-ils se confirmer leur première impression selon laquelle ce changement programmatique de la droite suédoise n'est pas aussi sérieux qu'elle veut bien le dire et qu'elle essaie de le faire croire pendant la campagne électorale. Les promesses de paix sociale faite aux syndicats ont déjà été bien malmenées et elles pourraient s'avérer trompeuses. Parmi les premières mesures législatives du nouveau gouvernement de centre droit, il y avait en particulier des changements qui touchaient au système de régulation du marché du travail et en particulier à l'assurance chômage. Il apparaît déjà clairement qu'il en résultera un affaiblissement des syndicats. Du fait de ces changements, les prestations de l'assurance sociale ne sont plus totalement liées à l'appartenance à un syndicat, comme c'était le

cas jusqu'ici. Il n'est donc plus indispensable d'adhérer à un syndicat. Comme les cotisations syndicales sont relativement élevées et que le nouveau gouvernement – selon le principe « faire avaler la pilule dès le début » - a déjà supprimé la possibilité de les déduire fiscalement, on assiste à une véritable débandade. Il est prévisible que les syndicats en sortiront affaiblis tant sur le plan organisationnel que sur le plan politique – et ce serait un des piliers du « modèle suédois » qui s'effondrerait.

Ne serait-ce là qu'un « effet pervers », selon le principe des risques et effets secondaires que l'on connaît bien et pas seulement pour les médicaments ? Ou cet effet serait-il en réalité l'objectif premier des ces mesures de réforme ? Les déclarations soulignant l'importance d'avoir des syndicats forts et de préserver le « modèle suédois » n'étaient-elles qu'une ruse de guerre dans la stratégie électorale des partis de droite suédois ? Les nouveaux conservateurs s'en défendent. Mais les soupçons de ceux qui pensent que ce coup de barre à gauche n'est pas totalement sincère ne sont pas infondés.

Berlusconi – l'autre option

Il n'y a pas qu'en Grande-Bretagne et en Suède que l'on se détourne du néo-libéralisme pour revenir à des variantes du capitalisme social d'après-guerre. D'autres partis chrétiens démocrates comme le CDA néerlandais fondé en 1980 (*Christen Democratish Appèl*) ou l'ÖVP en Autriche (*Österreichische Volkspartei*) cherchent une nouvelle voie entre un libéralisme radical, aujourd'hui discrédité, des conceptions anciennes de réglementation, de nouveaux défis sociaux et des réalités socioculturelles qui ont changé. Et un peu comme certains courants des partis de l'Union en Allemagne, ils se retournent vers des approches sociopolitiques qu'ils avaient rejetées dans leur phase néo-libérale, après l'effondrement du communisme, en partie pour des raisons idéologiques, en partie par opportunisme. Mais les ambivalences et les désaccords sont patents. Le parti danois *Venstre* de l'ancien premier ministre Anders Fogh Rasmussen qui fut jadis franchement néo-libéral, adhère aujourd'hui au modèle de la *flexicurity* (sécurité et flexibilité sur le marché du travail), un modèle hérité des sociaux-démocrates. Ce même parti critique également la polémique anti-islamique du populiste hollandais Geert Wilders, mais défend par ailleurs au sein de l'UE, sous la pression des populistes danois, la ligne la plus dure à ce jour en matière de politique de migration. Un conservatisme compassionnel ? La

compassion se limite à son propre peuple. Et du reste, ce sont ces mêmes populistes de droite, qui ont imposé un droit d'asile très restrictif, qui se posent aujourd'hui en défenseurs des « petites gens » et veillent à ce qu'il n'y ait pas de soudaine renaissance du néolibéralisme dans la coalition des partis de droite.

Depuis les élections de mars 2008 en Espagne, on voit évoluer le débat programmatique au sein de la droite espagnole. Après avoir perdu les élections, Mariano Rajoy essaie de rapprocher son parti du centrisme européen et, ce faisant, il s'inspire expressément de l'idéologie pas toujours très clairement définie de Sarkozy et de Merkel. On ne peut vraisemblablement pas lui demander plus pour le moment. Mais au moins « Sarko » et « la Merkel », ses deux références, ne sont-ils pas aussi à droite du *mainstream* européen que les traditionalistes du parti populaire de Rajoy. Ces derniers, qui sont encore pour l'essentiel des partisans de l'ancien premier ministre José Maria Aznar, toujours très influent, exigent que leur parti reste sur une ligne d'opposition dure vis-à-vis du gouvernement et travaillent en sous-main, à la veille du congrès du parti, à démettre Rajoy de ses fonctions. C'est sous leur influence que le parti populaire a davantage affronté le gouvernement socialiste au cours des quatre dernières années dans de grandes manifestations de masse que par le débat au parlement. Il n'y a donc pas trace là d'un conservatisme doux et c'est pourquoi il n'est pas difficile de distinguer les deux partis populaires antagonistes. L'aile traditionnelle des conservateurs espagnols fonde ses espoirs et ses attentes sur Berlusconi. Leur modèle est son populisme électoral de droite et ils se sentent confortés dans leur opinion par les succès de Berlusconi et l'échec de Rajoy.

C'est là l'autre face du conservatisme européen, le pendant du conservatisme doux des Tories de Cameron et de *Nya Moderaterna*. C'est ainsi que Berlusconi incarne désormais le modèle phare à la droite des grands partis européens de droite. Ses commentaires ironiques et méprisants sur la composition du nouveau gouvernement espagnol de José Luis Rodriguez Zapatero (neuf femmes et huit hommes) qu'il juge trop « rose » montrent bien la différence culturelle qui sépare le féministe réformateur de Madrid du macho conservateur de Rome. Sur le terrain de la xénophobie et de l'homophobie, il ne sera pas facile de surpasser l'orateur romain de droite. Compte tenu de son état actuel d'épuisement et d'impuissance, on ne peut pas compter sur la gauche italienne pour faire contrepoids au trio post-démocratique

Berlusconi-Fini-Bossi et à sa volonté de puissance. Si quelqu'un peut empêcher que la droite dure ne constitue un contre-modèle au « conservatisme doux », cela ne pourra être que les conservateurs et les chrétiens-démocrates eux-mêmes, les partis de Merkel, Reinholdt, Balkenende et bien sûr de David Cameron et – ne l'oublions pas – de Nicolas Sarkozy. On saura dans quelle mesure les droites européennes avaient vraiment voulu leur virage à gauche en direction du centre en voyant comment elles se positionneront par rapport au Berlusconiisme et à son modèle post-démocratique au sein de leur famille politique à Bruxelles.

Il ne faudra pas observer seulement Berlusconi mais aussi les rapports qu'il aura avec ses amis politiques étrangers. Il est nécessaire de faire au passage un petit rappel. En 2000, la coalition autrichienne de droite qui réunissait Wolfgang Schüssel, le président des chrétiens-démocrates et Jörg Haider, le populiste de droite a été pendant des mois sous le coup de sanctions européennes décidées par les 14 chefs de gouvernement de l'UE de l'époque. Et pourtant si on la compare à la coalition italienne actuelle, cette coalition autrichienne était d'un point de vue démocratique relativement inoffensive. Par exemple, le chancelier issu du parti populaire autrichien ne possédait aucun des médias du pays. Les « sanctions » avaient renforcé la position du gouvernement en Autriche, mais l'attention de la communauté internationale avait été utile pour les forces démocratiques nationales. Pourtant il était déjà évident à l'époque que les mesures prises contre l'Autriche de Haider ne pourraient être répétées en Europe dans un avenir proche. Il serait aujourd'hui impossible de faire adopter dans le cas de l'Italie des interventions politiques similaires tout comme cela aurait été impossible contre la Pologne des frères Kaczinski.

De même, si l'on balaie le paysage européen des partis politiques, on voit bien que l'alliance de Berlusconi et Fini avec le populiste de droite Bossi et sa Ligue du Nord xénophobe marque aujourd'hui, de sa part sa radicalité et son absence de scrupules, la limite la plus à droite des partis conservateurs des vieilles démocraties d'Europe occidentale, avec parfois des démarcations floues par rapport à l'extrémisme et à l'ancien fascisme.

L'écrivain italien, Claudio Magris, a qualifié récemment le retour de Berlusconi au pouvoir de « tragédie du centre » et il avait déjà auparavant expliqué la force de ce populiste de salon par le développement en Italie d'une lumpen-bourgeoisie culturellement déracinée – une allusion ironique à un concept de Karl Marx. Un exemple permet de prendre la mesure de la propagande du nouveau

gouvernement : Roberto Maroni (Ligue du Nord), le nouveau ministre de l'intérieur, a comparé la situation du « peuple de Padanie » en Italie (« un peuple opprimé ») à celle du « peuple des Tibétains » en Chine, donnant là un bel exemple de démesure populiste.

Au sein de l'Union européenne, seul le style politique de Victor Orbán, le chef de l'opposition radicale hongroise surpasse le radicalisme de Berlusconi. Orbán, qui a été chef de gouvernement de 1998 à 2002, ex-libéral et qui a essayé de renverser en septembre 2006 le gouvernement du socialiste Ferenc Gyurcsány par des manifestations violentes, s'inspire à l'évidence non seulement des méthodes et des idées des populistes de droite en Europe occidentale mais aussi de celles des hooligans et des néonazis. Orbán avait mis en scène la colère populaire, en réaction aux aveux du chef de gouvernement qui avait reconnu avoir fait sciemment des promesses mensongères aux électeurs hongrois. Le *Financial Times* veut y voir une preuve de ce que la Hongrie n'a pas atteint la maturité démocratique. Mais Victor Orbán est quand même vice-président du Parti Populaire Européen (PPE) depuis 2002. Alfred Gusenbauer, le chancelier autrichien et président du parti social-démocrate autrichien (SPÖ), considère que la manière émotionnelle qu'a Orbán de mobiliser les instincts nationaux est un exemple « d'une nouvelle forme de conservatisme radical européen et que ce conservatisme, dans ses efforts pour s'emparer du pouvoir, a des seuils d'inhibition beaucoup plus bas que ceux des démocrates à ce jour ». Cela donne un avant-goût de ce que pourrait être un modèle autoritaire de démocratie formelle. Ou cela rappelle la précarité de l'entre deux guerres dans la *Mitteleuropa*, à l'époque de la montée des divers partis fascistes.

Que faire ?

Deux types de conservatisme, une gauche populiste attachée à la lutte des classes, une droite xénophobe et chauviniste dans son approche sociale, entre les deux une social-démocratie qui, dans toute l'Europe, a remarquablement bien réussi à répondre au défi de la mondialisation au cours des dix dernières années qui ont suivi la fin de l'hégémonie néolibérale et conservatrice du Thatcherisme et de la *Reaganomics*. En combinant de façon stratégique des éléments néo-libéraux et des éléments de bureaucratie d'Etat-providence, elle a tenté, soit par des efforts coordonnés et par la mise en place de réseaux, soit par des solutions nationales, d'adapter le modèle d'Etat social européen à la

nouvelle donne tout en cherchant à se prémunir contre les attaques du *capitalisme prédateur* postmoderne (Helmut Schmidt). La gauche réformatrice s'est ainsi imposée au sein de l'Union européenne comme une force politique d'assainissement de la politique financière, de respectabilité politique et de stabilité sociale.

Mais sur le plan électoral, après des premiers succès, elle a connu les revers que l'on sait. Le cercle des chefs de gouvernement sociaux-démocrates s'est réduit comme une peau de chagrin. Au sein de l'Union européenne, le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) semble être le seul à tirer politiquement son épingle du jeu après sa victoire électorale en mars, les autres experts politiques de la social-démocratie doivent maintenant aller chercher loin pour trouver des modèles de *best practice* en termes de stratégie. C'est sans doute le parti travailliste australien qui a le plus à offrir : Kevin Rudd, qui connaît parfaitement la Chine, bien la Suède et qui pratique la troisième voie, est en train de transformer sa victoire politique de novembre dernier en un mélange prometteur de politique symbolique et de politique de réforme et bénéficie pour le moment d'un taux de satisfaction élevée dans la population. Il accepte les inévitables critiques de la gauche australienne et, pour le moment, il peut se le permettre sans problème. Dans l'analyse que fait la social-démocratie des causes qui expliquent pourquoi la politique de réforme de gauche est actuellement si mal perçue par les électeurs, les raisons structurelles et politiques jouent le rôle le plus important : les problèmes mondiaux sont complexes, les nécessaires réformes sociales douloureuses, le paysage politique est plus difficile avec l'apparition des populistes, les médias (de droite) sont hostiles, les entreprises et les syndicats ne se laissent pas faire, les marchés financiers occidentaux sont incontrôlables et changeants, la pression sociale ne cesse d'augmenter avec l'immigration massive, et enfin la morosité s'est installée dans le monde après le 11 septembre 2001.

Ce n'est pas faux. Mais jusqu'ici dans le milieu de la gauche réformatrice, on n'a guère discuté des erreurs que la gauche elle-même aurait commises, de l'échec personnel politique et moral des leaders sociaux-démocrates, des faiblesses conceptuelles d'une politique de réforme dans l'ensemble réussie, bref de la part de responsabilité de la social-démocratie elle-même dans la perte de confiance des électeurs. Certes quelques voix se sont élevées, il y a quelques années déjà, pour rappeler les frustrations, la colère et la déception au sein de l'électorat mais le fossé n'a cessé de se creuser entre la politique

progressiste et les attentes politiques, et les gouvernants n'y ont pas prêté attention. Ils ont ignoré les analyses qui pointaient du doigt les conséquences sociales d'une immigration de plus en plus importante en provenance de sociétés non européennes – le « drame multiculturel » pour reprendre l'expression alarmiste forgée aux Pays-Bas, quelques années avant que Pim Fortuyn, le gourou des médias télévisuels, ne fonde son propre parti. Ils n'ont pas tenu compte des exhortations à rendre plus compréhensible les réformes du système social, à les mettre en œuvre plus prudemment et à les défendre plus énergiquement. Et c'est ainsi que la formule « Il n'y a pas d'autre solution ! » (« Es gibt keine Alternative ») qui rappelait le conservatisme autoritaire de Margaret Thatcher est devenu le symbole de l'autoritarisme social-réformateur actuel. Ce style de gestion pseudo-rationnel semblait plus inspiré de l'efficacité des consultants de McKinsey que des principes sociaux démocrates de solidarité et de justice. La notion de réforme devint peu à peu un concept menaçant. Quant aux personnes concernées, leur méfiance croissante faussait leur perception des succès réels de la politique d'assainissement.

Les partis du centre droit se sont fondés sur cette perte de popularité de la social-démocratie pour opérer leur virage à gauche. Celle-ci réformait en imposant le changement d'en haut et cela a incité les partis conservateurs à faire alliance avec ceux qui étaient concernés et indignés par ces réformes, même quand ils n'avaient aucune politique à proposer pour défendre les intérêts des « petites gens », comme dans le cas de l'agenda 2010 en Allemagne, de la « flexicurity » au Danemark ou de l'immigration en Grande-Bretagne. Dans l'ensemble, on constate que les défaites électorales soi-disant inattendues de gouvernements qui réussissaient sont dues, si l'on y regarde d'un peu plus près à des comportements ou des stratégies erronés de chacun de ces gouvernements. On s'aperçoit bien vite que le gouvernement est de plus en plus coupé des citoyens, que les problèmes de distance et d'arrogance du pouvoir sont la cause de l'échec des gouvernants dont le zèle, les bonnes intentions et les projets ambitieux étaient pour le moins discutables. Et que ce soit Kok en Hollande, Persson en Suède, Jospin en France – et même Schüssel en Autriche – ou peut-être prochainement Brown en Grande-Bretagne, les bilans des erreurs et des manquements sont semblables.

C'est à la conférence de Londres sur la gouvernance mondiale que des leaders sociaux-démocrates ont parlé pour la

première fois ouvertement de leurs propres erreurs. Wouter Bos, le Ministre des Finances et Vice Premier Ministre néerlandais et David Miliband, le Ministre des Affaires étrangères britanniques qui fut en son temps un des principaux promoteurs du projet Blair, ont dressé un bilan intermédiaire lucide des performances de la gouvernance progressiste.

Ainsi Miliband a parlé devant des auditeurs ébahis des « trois cavaliers de l'apocalypse progressiste ». Le premier était le gouffre qui se creusait de plus en plus profondément entre des réformes réussies et les électeurs concernés et comment on avait pu en arriver là : « Plus tu restes longtemps au pouvoir, plus tu crois à tes propres statistiques, moins tu es à l'écoute et plus tu perds le contact. » Le deuxième cavalier est la fatigue qui guette les gouvernants. Pour lutter contre l'épuisement, Miliband lançait ce conseil : « Allez chercher le contact vers l'extérieur, recherchez de nouvelles forces d'innovation et associez-vous avec elles. » Et enfin le troisième cavalier de l'apocalypse selon David Miliband : quand seul ce qui fonctionne peut prétendre au titre de « réforme », quel qu'en soit le contenu, alors on peut dire que le pragmatisme des gouvernants a rompu avec les valeurs du mouvement. C'est le commencement de la fin. Le message du néerlandais Wouter Bos, président du PvdA a été tout aussi direct. Il a évoqué le côté Dr Jekyll et Mr Hyde de la mondialisation qui n'a pas que d'innombrables avantages mais qui fait également de très nombreuses victimes. Selon Bos, on n'en aurait pas suffisamment tenu compte jusque là. Il a appelé la gauche réformatrice à changer son mode de pensée et à revenir aux valeurs, à la morale et aux symboles. « Nous devons faire moins dans le discours savant et plus dans le populisme. »

Bien sûr, Bos a été immédiatement critiqué pour ces propos aux Pays-Bas. Au pays de Pim Fortuyn, le père du polder-populisme qui mourut assassiné, de Geert Wilders et de Rita Verdonk, ce genre de recommandation risque en effet d'être repris par des gens d'un tout autre acabit. Et que veut dire « faire plus dans le populisme » à une époque où « le peuple » réclame du protectionnisme, de l'isolationnisme et l'aide de l'Etat. Est-ce une incitation à rejoindre le cours xénophobe de la droite ? Un appel à plus de dureté envers les minorités mal acceptées ? S'agit-il de renoncer à une certaine forme de sérieux et de revenir à l'ancienne redistribution des richesses ? De recommander d'infléchir le cours dans le sens du néo-populisme des partis de gauche anti-réformistes toujours plus nombreux ?

Le danger est bien réel, les signes avant-coureurs sont déjà perceptibles. Pourtant « le bon populisme » (« the good populism »), avec

son ancrage profond et sa longue tradition dans la gauche américaine, est un sujet légitime qui est depuis longtemps au cœur de réflexions sur la théorie de la communication des conseillers politiques. Parler le langage des petites gens, de la base, voilà une chose que des réformateurs sérieux – qu'ils soient de centre droit ou de centre gauche, peu importe – ne devraient pas laisser à ceux qui n'ont que fausses promesses et incitations à la haine à la bouche. Mais pour ce faire, il faudrait connaître ceux auxquels s'adresse la politique de réforme que l'on veut conduire. Cela présuppose d'être proche des citoyens – le contraire de cette distance qui caractérise généralement le rapport des progressistes au pouvoir avec les citoyens. Il y a des hommes politiques, au niveau local, régional et national qui n'ont rien à se reprocher sur ce plan. Mais on les entend souvent rappeler à quel point ce travail est négligé par bon nombre de leurs collègues. Au cours des longues périodes qui séparent deux campagnes électorales, la majorité des hommes politiques de métier ne mettent pas les pieds dans les meetings populaires et les circonscriptions difficiles (des sortes de « *no-go-areas* » sociales). Ils n'arrivent donc plus à renouer le contact avec habitants de ces quartiers difficiles. Ils ont perdu tout langage commun, à supposer qu'il y en ait eu un. Une politique qui se veut compassionnelle va en souffrir. La formation universitaire, l'expertise procurent des connaissances mais ne permettent pas de combler le fossé émotionnel. Pourtant, si ces hommes politiques experts ne s'ouvrent pas à une politique des sentiments et des symboles, la gauche réformatrice n'aura aucune chance dans le paysage politique actuel de redevenir une force de gouvernement historique. La majorité dont elle a besoin pour réaliser ses projets a un vécu et un ressenti en deçà de la raison. C'est sur ce terrain qu'il faut aller à sa rencontre et la rallier.

Et pourtant cette mission est très largement abandonnée aux populistes et aux extrémistes. Ils ont pu s'emparer du populisme parce que ces héritiers politiques des populistes d'antan sont devenus pour la plupart des supports de la société. Certains succès des nouveaux partis populistes et extrémistes, des socialistes ex-maoïstes néerlandais, à la Ligue du Nord en Padanie en passant par les anciens et les néo nazis de l'Allemagne de l'Est s'expliquent en grande partie par le fait que leurs militants sont aujourd'hui des hommes de terrain à l'écoute des problèmes des citoyens, des conseillers sociaux compétents bénévoles et toujours disponibles, comme l'étaient jadis les militants issus du mouvement ouvrier. Le plus difficile pour la gauche réformatrice qui rêve de retrouver son influence sociale, son

hégémonie culturelle et sa force d'organisation politique, sera de regagner ici du terrain.

Les trois cavaliers de l'Apocalypse de Miliband qui annonçaient la fin du progrès politique étaient sans doute escortés d'un quatrième : l'authenticité perdue. Ce sentiment de perte n'est pas étranger au ravissement avec lequel de nombreux sociaux-démocrates européens observent Barack Obama depuis qu'il a fait son apparition sur la scène politique internationale : ils ont peu à peu, au fil de l'Agenda 2010, de la réforme Harz IV, de celle du système de santé, de celle des déductions fiscales pour frais de transport entre le domicile et le lieu de travail, perdu le sentiment de défendre une politique authentique. Mais il ne faut pas confondre authenticité et charisme, ce charisme qui a toujours fasciné les Européens chez les grands leaders de la politique et de la société américaine, de John F. Kennedy à Bill Clinton en passant par Martin Luther King. Mais tous les leaders charismatiques ne sont pas nécessairement authentiques et Georges W. Bush n'est ni l'un ni l'autre (ce qui ne l'empêche pas d'être président).

Ce qui est déterminant, c'est l'authenticité et la crédibilité de la position de l'individu et de son équipe. L'ancrage de la politique choisie dans les valeurs fondamentales de l'individu. Et une intégrité morale perceptible, alors qu'elle est de plus en plus souvent mise en cause et mise à l'épreuve dans la société moderne tant sur le plan personnel que sur le plan politique.

Sans doute faudrait-il que tout compromis raisonnablement possible ne soit pas formulé avant qu'on n'ait suffisamment défini sa propre position et qu'on ne l'ait portée à la connaissance du public. A vouloir se situer d'entrée de jeu et par principe au-delà des notions de droite et de gauche, comme il est de bon ton de le faire chez les représentants de la troisième voie et de la gauche réformatrice, on risque de contribuer à une perte d'authenticité, comme dans le cas du malentendu entre Anthony Giddens et certains réformateurs de gauche : l'ouverture d'esprit aux besoins des entreprises revenait pour certains à aller au devant du moindre souhait du patronat. Ce n'était pas le but visé par Giddens lorsqu'il appelait à un changement de façon de penser. L'authenticité, c'est aussi être capable d'accepter le conflit et même s'il le faut avec les adversaires d'hier, avec l'ennemi de classe avec lequel on a appris en tant que réformateur à rechercher ensemble de façon raisonnable des solutions aux problèmes. Les positions classiques ont encore et toujours une fonction d'orientation. La « droite » le sait, semble-t-il. Et même les réformateurs du conservatisme doux, après

leur virage à gauche, n'utilisent pas la manière douce vis-à-vis des syndicats.

C'est en fin de compte à la personnalité même des candidats, à leur crédibilité et leur force de conviction que se ramènent les questions de l'authenticité, de la capacité de communication, du professionnalisme et de la proximité des citoyens. Une chose est sûre, parmi ceux qui ont remporté des élections ces dernières années, beaucoup n'avaient aucun charisme : Rudd en Australie, Reinfeldt en Suède, Balkenende aux Pays-Bas, Gusenbauer à Vienne. On peut ajouter Merkel et Zapatero. Toutefois, en dépit de toutes les réserves, on peut leur reconnaître un fond d'authenticité. Mais d'autres exemples nous enseignent qu'un bon candidat ne suffit pas à garantir le succès. Lorsque la confiance est perdue, la personnalité d'un individu ne fera plus la différence. Walter Veltroni en a fait l'expérience dans le contexte idéologique dur du conservatisme italien à l'ancienne. Göran Persson l'a compris à l'heure de sa défaite dans une Suède qui était passée à un nouveau conservatisme social, pragmatique et doux. Les chances de Veltroni de se faire élire, sa compétence, son authenticité, ou au moins sa proximité avec les citoyens (il était jusque là maire de Rome et populaire) ont été enterrées sous les ruines des échecs de la gauche avant même le début de la campagne électorale. Persson avait su assainir l'Etat social suédois, mais compte tenu du fossé de plus en plus large qui le séparait des citoyens, ses mérites furent rapidement perdus de vue et oubliés par des électeurs qui, de toutes façons, ne votent jamais par reconnaissance.

Après la perte de confiance et de pouvoir, il faut toujours reprendre à zéro le travail qui permettra de restaurer l'authenticité, de pouvoir constituer une majorité et de réussir. C'est un long processus. En Italie comme en Suède et ailleurs.

Cette étude a été initialement publiée par la Fondation Friedrich Ebert/Internationale Politikanalyse <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/05424.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la fondation Friedrich-Ebert.

Responsable de la publication : Ernst Hillebrand, directeur du bureau parisien de la FES

Autres articles de la Fondation Friedrich-Ebert Paris

Vous pouvez télécharger ces articles sur le site de la FES www.fesparis.org/analyses

« **Le SPD et les syndicats allemands: la mutation d'un partenariat privilégié** »
par Wolfgang Schroeder, Octobre 2008

« **Le modèle de l'Etat social prévoyant** »,
par Wolfgang Schroeder, Mai 2008

Le programme de Hambourg »,
Programme politique du SPD, Mai 2008

« **Die Linke. Un nouveau parti dans le paysage politique allemand** », par Gero Neugebauer, Mars 2008

« **Apprendre de nos voisins : Comment la Gauche à mené des reformes en Europe** »,
par Sebastian Jobelius, Février 2008

« **Entre concepts d'hier et défis d'aujourd'hui: l'incontournable réorientation de la gauche européenne** »,
par Ernst Hillebrand, Octobre 2007

« **L'avenir du SPD comme parti politique de masse** », par Martin Gorcholt, Octobre 2007